

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 220

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la société Le prêt hypothécaire

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

M. JEAN-FRANÇOIS BERTRAND

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

Projet de loi n° 220

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la société Le prêt hypothécaire

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la société Le prêt hypothécaire que sa charte soit modifiée et que ses pouvoirs soit étendus;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 du chapitre 117 des lois de 1913/1914 est remplacé par le suivant:

«**2.** Le siège de la société est dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec et il peut être établi des succursales à tout autre endroit au Québec que le bureau de direction de la société juge à propos.»

2. L'article 5 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«*j.* De recevoir de l'argent en dépôt et de créer et émettre des reconnaissances, obligations, bons ou débentures ou billets; d'emprunter par prêts en sous ordre ou par billets en sous ordre selon les conditions et modalités que prescrit le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières. Pour les fins de la présente loi, les expressions «prêts en sous ordre» et «billets en sous ordre» ont respectivement la même signification que celle visée à l'article 7 de la Loi des compagnies de fidéicommis (Statuts refondus, 1964, chapitre 287), en y faisant les changements nécessaires.»

3. La société peut émettre en faveur d'une même personne des certificats de dépôts dits «garantis» jusqu'à concurrence du

montant maximum dont la Régie de l'assurance-dépôts garantit le remboursement à un même déposant pour une même institution, ou jusqu'à concurrence des dépôts d'argent que la société utilise pour faire l'acquisition d'immeubles ou d'obligations ou pour faire des prêts garantis par nantissement ou hypothèque. Toutefois, dans le cas où la société se prévaut de la présente disposition, elle doit, dans ses états financiers, faire une mention distincte des fonds ainsi reçus et utilisés.

4. Les fonds qui peuvent ou doivent, en vertu d'une disposition législative, être placés ou déposés dans une banque à charte peuvent l'être valablement dans la société.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.